

Arrêté n° 006 /MTEPS

relatif à la composition et au fonctionnement
des comités de sécurité et de santé au travail

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET
DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Vu la Constitution,

Vu le décret n°00804/PR du 19 octobre 2009, fixant la composition du
Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 modifiée par la loi n° 12/2000 du 12 octobre
2000 portant Code du Travail de la République Gabonaise, notamment les articles
214, 215, 216 instituant les comités de sécurité et de santé au travail ainsi que les articles
217, 218 définissant les missions des dits comités ;

Vu la loi n°6/75 du 25 novembre 1975, portant Code de sécurité sociale ;

Vu le décret n°000221/PR/MTE du 6 février 1984 portant attributions et organisation
du Ministère du Travail et de l'Emploi ;

Vu le décret n°00741/PR/MTE/MEFBP du 22 septembre 2005, fixant les modalités de
répression des infractions en matière de travail, d'emploi, de sécurité et de santé au
travail ainsi que de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté n°00808/MTRH/FP/SG/IGHMT du 27 novembre 1995 fixant la
composition et réglementant le fonctionnement du Comité technique consultatif pour
la sécurité et la santé au travail ;

Vu l'arrêté n°004/MTEPS du 15 janvier 2008 portant nomination des membres du
comité technique consultatif pour la sécurité et la santé au travail.

Après avis du comité technique consultatif pour la sécurité et la santé au travail

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté pris en application des dispositions de l'article 219 du Code du Travail, fixe la composition et réglemente le fonctionnement des comités de sécurité et de santé au travail.

Article 2 : Le comité de sécurité et de santé au travail est constitué obligatoirement dans les établissements mentionnés à l'article 197 du Code du Travail, et occupant au moins 50 salariés pendant 12 mois consécutifs ou au cours des trois années précédentes.

Article 3 : Dans les établissements de moins de 50 salariés, les délégués du personnel sont investis des missions dévolues aux membres du comité de sécurité et de santé au travail.

SECTION I

DE LA COMPOSITION

Article 4 : Le comité de sécurité et de santé au travail est composé comme suit :

- le chef d'entreprise ou son représentant : président ;
- le chef du service de la sécurité, ou tout autre agent chargé des questions de sécurité : à titre consultatif ;
- les représentants du personnel ;
- le médecin d'entreprise spécialiste en santé et sécurité au travail, ou l'infirmier : à titre consultatif ;
- le secrétaire, choisi parmi les représentants du personnel.

Article 5 : Le nombre de représentants du personnel varie selon les effectifs globaux de l'entreprise ainsi que de leur répartition dans les deux catégories de personnel que sont le personnel d'encadrement d'une part et autres salariés d'autre part :

Effectif de l'entreprise	Effectif de la délégation du personnel	
	Encadrement	Autres salariés
50 à 199	1	2
200 à 499	1	3
500 à 1499	2	4
1500 et +	3	6

Article 6 : Les représentants du personnel au comité de sécurité et de santé et au travail sont désignés ou élus par les travailleurs au sein de leur collège, compte tenu de leurs connaissances techniques ou de leurs aptitudes en matière d'hygiène, de santé et sécurité au travail.

Le chef d'entreprise est tenu de veiller à la formation continue des membres du comité.

Article 7 : Les membres du comité de sécurité et de santé du travail sont désignés pour une durée de deux ans, renouvelable.

Article 8 : La procédure de désignation des représentants du personnel au comité de sécurité et de santé au travail se fait par vote à la majorité simple au sein des deux catégories des salariés définies à l'article 5 ci-dessus.

Article 9 : Les contestations relatives à la désignation des représentants du personnel au comité de sécurité et de santé au travail sont de la compétence de l'inspecteur du Travail du ressort.

Article 10 : Tout membre du comité de sécurité et de santé au travail peut être révoqué en cours de mandat sur proposition du collège qui l'a élu, approuvée au scrutin secret par la majorité du dit collège.

Article 11 : Si pendant la période de son mandat le représentant des salariés cesse ses fonctions, il est remplacé dans un délai d'un mois.

Article 12 : La liste nominative des membres du comité de sécurité et de santé au travail doit être affichée dans les locaux affectés au travail et communiquée à l'inspecteur du Travail du ressort.

SECTION II

DU FONCTIONNEMENT

Article 13 : Le comité de sécurité et de santé au travail se réunit au moins une fois par trimestre à l'initiative de son Président.

Il se réunit également soit à la suite de tout accident qui a entraîné ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves, soit à la demande motivée de deux de ses membres représentants du personnel.

Le comité de sécurité et de santé au travail peut également se réunir à l'initiative de l'inspecteur du Travail du ressort.

Le projet d'ordre du jour de chaque réunion du comité de sécurité et de santé au travail est établi par le président et transmis par le secrétaire aux membres et aux éventuels invités au moins 15 jours avant la séance.

Article 14 : L'inspecteur du Travail du ressort, et le représentant de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale doivent être prévenus de toutes les réunions du comité de sécurité et de santé au travail.

Article 15 : Peuvent assister à titre consultatif aux réunions du comité de sécurité et de santé au travail:

- l'inspecteur du Travail du ressort, ou son représentant ;
- l'inspecteur général de l'Hygiène et de la Médecine du Travail, ou son représentant ;
- ~~le~~ un représentant de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale;
- toute autre personne qualifiée ou organisation spécialisée dans la prévention des risques professionnels.

* **Article 16** : Le comité de sécurité et de santé au travail établit la liste des produits et substances dangereux utilisés dans l'entreprise, ainsi que la liste des risques professionnels réels et potentiels.

Ces listes doivent figurer dans un registre spécial, et être transmises à l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Médecine du Travail.

Article 17 : En cas de désaccord entre l'employeur et la majorité des membres du comité de sécurité et de santé au travail sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, l'inspecteur du Travail du ressort est saisi par le président.

Article 18 : Des copies des procès verbaux de réunions du Comité de Sécurité et de Santé au Travail doivent être adressées à l'inspecteur du travail du ressort, dans les 30 jours suivant la réunion.

Article 19 : Le temps de présence aux réunions, ainsi que celui consacré à des missions confiées par le comité de sécurité et de santé au travail sont considérés comme temps de travail et rémunérés comme tel.

Article 20 : Au début de chaque année, le chef d'entreprise, ou d'établissement établit avec les membres du comité de sécurité et de santé au travail, un programme annuel de prévention des risques professionnels à partir des analyses des dits risques auxquels peuvent être exposés les salariés. Ce programme fixe la liste des mesures devant être prises au cours de l'année et l'estimation de leur coût.

Article 21 : A la fin de chaque année, le chef d'entreprise ou d'établissement présente au comité de sécurité et de santé au travail un rapport écrit faisant le bilan de la situation générale de la Santé et de la Sécurité au travail et des actions qui ont été menées pendant l'année écoulée.

Le comité de sécurité et de santé au travail émet un avis sur le rapport et le programme. Il peut examiner l'ordre de priorité et adopter d'autres mesures supplémentaires.

Article 22 : Le chef d'entreprise ou d'établissement transmet pour information le rapport et le programme prévus aux articles 20 et 21 ci-dessus, accompagnés de l'avis du comité de sécurité et de santé au travail à l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Médecine du Travail, à l'Inspection du Travail du ressort et à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 23 : Les procès verbaux des réunions du comité de sécurité et de santé au travail consacrées à l'examen du rapport et du programme sont obligatoirement joints à toute demande présentée par le chef d'entreprise en vue d'obtenir des subventions, des marchés publics, des avantages fiscaux et autres.

Article 24 : Les membres du comité de sécurité et de santé au travail sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations à caractère confidentiel ou données comme telles par le chef d'entreprise.

Ils sont également tenus au secret professionnel pour toute question relative aux procédés de fabrication.

Article 25 : Les représentants du personnel au comité de sécurité et de santé au travail bénéficient des mêmes dispositions de protection que les délégués du personnel.

SECTION III

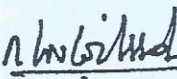
DES SANCTIONS ET DES DISPOSITIONS FINALES

Article 26 : Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté, sont passibles des sanctions prévues au décret 000741/PR/MTE/MEFBP du 22 septembre 2005, fixant les modalités de répression des infractions en matière de travail, d'emploi, de sécurité et de santé au travail ainsi que de sécurité sociale.

Article 27 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera

Fait à Libreville, le 12 AVR. 2010

Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Prévoyance Sociale


Maxime NGOZO ISSONDOU

